



Martine Desaulles



Jean-Philippe Bastias



Valérie Boisliveau



Nicolas Ribeiro



Sabrina Nouri



Boris Violet



Paméla Gallopin



Cécile Marchesi



David Espin

Le chiffre du jour :

6,4 MILLIARDS D'EUROS

Le groupe BPCE vient d'annoncer le rachat de la banque portugaise Novo Banco pour un montant de **6,4 milliards d'euros**. Une somme vertigineuse, débloquée sans hésitation.

Cette acquisition nous est présentée comme une opération "stratégique" "structurante" et "visionnaire" par les dirigeants. Mais ce qu'on appelle stratégie, cela se résume bien trop souvent en un mépris social.

Une extension à l'internationale à marche forcée

BPCE s'apprête à réaliser la plus grande acquisition bancaire transfrontalière dans la zone euro depuis plus de 10 ans. Au cœur de cette opération : Novo Banco, banque du Portugal, 4 200 salariés, 1,7 millions de clients.

L'objectif est clair : accroître la rentabilité, renforcer les crédits à taux variable, vous l'avez compris encore une opération de développement international !

Les salarié.es en France, eux, se serrent la ceinture.

À la Caisse d'Épargne Île-de-France comme ailleurs, la réalité est sans appel :

- Des équipes en sous-effectif permanent
- Une charge de travail qui explose
- Des outils qui dysfonctionnent
- Une pression commerciale qui détruit le sens du métier
- Des rémunérations qui ne suivent même pas l'inflation
- Et une reconnaissance qui se résume à... rien

Pendant que les milliards s'envolent à l'international, nous sommes contraints de travailler toujours plus avec toujours moins.

Ce rachat ne sert ni à l'emploi, ni au service public, ni aux salarié.es. Il s'inscrit dans une logique de concentration capitaliste et une gouvernance en roue libre sans consultation, sans transparence, sans contrepartie, sans les représentant.es du personnel, sans les salarié.es.

Ce n'est pas une politique de développement, c'est une politique d'accumulation, où le travail paie pendant que le capital prospère.

Sud Solidaires BPCE dit stop à ce mépris organisé

Nous refusons cette stratégie à courte vue qui dilapide les ressources du groupe à l'étranger, sacrifie les collectifs de travail en France, nie toute exigence démocratique dans la gouvernance.

C'est pourquoi nous exigeons :



- Une information complète et immédiate sur les impacts financiers et RH du rachat de Novo Banco sur le Groupe et notre Caisse



- Une véritable revalorisation des salaires indexée sur les résultats du groupe.

Le projet Vision 2030 du groupe BPCE ne doit pas devenir la vision d'une poignée de nos dirigeants déconnectés.

Nous portons une autre vision : celle de la justice sociale, de la transparence, de la démocratie au travail, et de la reconnaissance de celles et ceux qui produisent la richesse du groupe.

Ce rachat est un choix politique : celui de privilégier la croissance externe au détriment de ceux qui produisent la richesse du groupe.

Ce tract est un appel à la mobilisation, à faire entendre notre voix, à refuser le mépris, à imposer le dialogue et surtout le partage des richesses.

Rejoignez **SUD**



06.59.29.75.46

sud.ceidf@sudbpce.com

